L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
BUREAUX: No 77 RUE DE CHARTRES
NOUVELLE-ORLEANS.
(DIMANCHE MATIN, 2 JUILLET.)

1876.

CAMPAGNE ELECTORALE PRESIDENTIELLE.

LE

PROGRAMME

ET LES

CANDIDATS

DU PARTI

DEMOCRATE NATIONAL.

PROGRAMME

DE LA

CONVENTION DEMOCRATE NATIONALE.

Nous délégués du parti démocrate des Etats-Unis assemblés en convention nationale, déclarons que l'administration du gouvernement fédéral a le plus grand besoin d'une réforme immédiate. Nous enseignons notre candidat désigné par cette convention et le parti dans chaque Etat de faire leurs efforts pour amener la réforme si nécessaire; nous invitons nos concitoyens de toutes les anciennes organisations politiques à se joindre à nous pour le plus grand bien de tous et devoir patriotique.

Au nom de la démocratie de tout le pays nous proclamons de notre noble foi dans la souveraineté de l'Union fédérale; notre dévouement à la Constitution des Etats-Unis et à ses amendements acceptés partout comme un règlement définitif des différends qui ont engendré notre guerre civile. Nous proclamons une confiance inébranlable dans la perpétuité de cet gouvernement républicain.

I. Dans une obéissance absolue au vœu de la majorité—principe vital de la république; dans la suprématie de l'autorité civile sur l'autorité militaire; dans la représentation entière de l'Eglise et de l'Etat dans l'intérêt de la liberté civile et de la liberté religieuse; dans l'égalité de tous les citoyens devant des lois justes, tant par eux-mêmes; dans la liberté individuelle que ne doivent gêner en rien des lois somptuaires; dans la fermeté de décision, de la prudence, afin que celle-ci puisse conserver et transmettre ces conditions de bonheur à ses descendants, nous voyons les plus nobles fruits d'opinions nées d'une histoire accidentée. Mais tout en resserrant les liens de son Union et en défendant la grande charte de ses droits, un peuple libre est tenu de se rappeler que une vigilance éternelle est la sauvegarde de la liberté. La réforme est indispensable pour faire renaître dans les cœurs des citoyens l'amour de l'Union pour nous et pour ceux à venir. Le danger d'une centralisation corrompue qui, après avoir infligé à dit Etats la rapacité et la tyrannie de carpet-baggers, dévore comme de gaspillage de fonds publics, les officiers incapables du gouvernement fédéral lui-même; qui a engendré des administrations corrompues dans les Etats et dans les municipalités et a paralysé l'industrie. La réforme est nécessaire pour établir une monnaie qui mérite la confiance et ramener le crédit; et pour maintenir l'honneur national.

Nous dénonçons l'insuccès qui durant onze ans, n'a pas permis de faire honneur à la promesse inscrite sur les billets légal-tender dont la valeur changée dans les mains du peuple, et qui, n'ayant pas été rachetés, restent comme une preuve que l'engagement pris au nom de la nation a été violé. Nous dénonçons l'improvoyance qui, en onze ans de paix, a arraché au peuple, sous la forme de taxes fédérales, treize fois le montant des billets légal-tenders et quatre fois cette somme en dépenses inutiles, sans accumuler une réserve quelconque destinée au paiement de ces obligations.

Nous dénonçons l'imbécilité financière et l'immoralité du parti qui, en onze ans de paix, n'a pas fait un pas vers le rachat, qu'il a, au contraire, empêché un gaspillage des ressources, en plaçant tout le surplus de notre revenu; qui, tout en augmentant, chaque année, son intention, de reprendre les paiements en espèces, y a mis chaque année de nouvelles entraves, parmi lesquelles nous citerons la clause de rachat de la loi de 1875—clause que nous dénonçons et dont nous demandons le rappel; nous exigeons un système judicieux d'achèvement par des dépenses publiques, par des retranchements officiels et une sage politique financière qui mettra la nation à même de garantir à tout le monde qu'elle est parfaitement capable et parfaitement prête à tenir toutes ses promesses sur la demande des créanciers qui ont droit au remboursement.

Nous croyons qu'un tel système bien conçu et surtout remis à des mains compétentes pour être exécuté, pourrait avoir à aucun moment une rareté artificielle de papier-monnaie, sans jamais alarmer l'esprit public par un retrait de ce vaste instrument de crédit, qui sert aux transactions de 95 pour cent de nos affaires; nous croyons qu'un système franc, public et qui inspire la confiance générale, produirait, dès le jour où il serait adopté, un soulagement immédiat à toutes les branches de notre industrie épuisée, et remettrait en marche les rouages du commerce, des manufactures et des arts mécaniques, rendrait du travail aux ouvriers, et renouvellerait, dans toute sa source nationale, la prospérité du peuple. La réforme est nécessaire dans le montant et dans la perception des taxes fédérales pour affranchir le capital de toute panique, et alléger le fardeau qui pèse sur le travail.

Nous dénonçons le tarif actuel levé sur près de 4000 articles comme un chef d'œuvre d'injustice, d'inégalité et de fausseté; il donne un revenu diminuant chaque année, il appauvrit nombre d'industries par sa subvention à quelques unes; il prohibe l'importation qui pourrait acheter les produits du travail américain; il a fait descendre le commerce américain du premier rang à un rang inférieur sur les mers; il écourté les ventes des fabriques américaines à l'intérieur et à l'étranger ainsi que les résultats de l'industrie agricole américaine suivie par la moitié de notre population; il coûte au peuple beaucoup plus qu'il ne rapporte au trésor; il obstrue les procédés de la production et ruine les fruits du travail; il favorise la fraude et encourage la contrebande; il corrompt des officiers infidèles et cause la banqueroute d'honnêtes négociants. Nous demandons que les droits de douane soient imposés seulement pour le revenu.

La réforme est nécessaire dans l'échelle des dépenses publiques, fédérales, d'Etat et municipales; la taxe fédérale s'est élevée de 50,000,000 en or en 1860, à $450,000,000 en circulation de papier en 1870; notre taxe générale de $154,000,000 en or en 1860 à $700,000,000 en circulation de papier en 1870, ou en une décade, de moins de cinq dollars par tête à plus de 18 dollars par tête.

Depuis la paix le peuple a payé aux collecteurs de taxes plus de trois fois la dette nationale et plus de deux fois cette somme pour le gouvernement fédéral seul. Nous demandons une rigoureuse économie dans chaque département et de la part de tout officier du gouvernement. La réforme est nécessaire pour mettre un terme aux concessions extravagantes de terres publiques qui en ont privé les vraies colons, pour le parti au pouvoir qui a gaspillé 200 millions d'acres pour les chemins de fer seuls et qui sur un total de plus de trois fois cette somme a disposé du moins d'un sixième directement pour les laboureurs du sol.

La réforme est nécessaire pour corriger les omissions du Congrès républicain et les erreurs de nos traités et de notre diplomatie qui ont privé nos concitoyens d'origine étrangère de la protection de la citoyenneté américaine et ont exposé nos frères du Pacifique aux insurrections d'une race en vue de laquelle pas de même grande sollicitude n'a été manifestée pour la naturalisation, comme n'étant pas accordée aux traditions d'une civilisation primitive, et exercée à la liberté sans les lois d'égalité.

Nous dénonçons la politique qui déserte ainsi les Allemands, amis de la liberté, et sympathiques républicains du continent, et qui ouvre pour les femmes mormones, prêtes pour un but immoral et les Mormons, prêtes pour exécuter un travail servile.

Nous demandons des modifications du traité avec l'empire chinois, ou une législation par le Congrès, dans les limites nécessaires du traité, qui empêchera l'importation d'esclaves et l'immigration de la race mongolienne.

Le réformer nécessaire et se pourra-t-elle être obtenue qu'en faisant de cette question la question prépondérante des élections en ne mettant en dehors des deux fausses questions avec lesquelles le parti qui

Issue empire et le parti qui

est au pouvoir cherchent à détourner l'attention des questions avec lesquelles ils rendraient plus sévère l'enquête du pays sur l'une et sur l'autre, particulièrement en ce qui concerne le parti au pouvoir, et que le parti démocrate a chérie depuis sa fondation et qu'il est résolu à maintenir sans partialité ni préférence pour toute classe, secte ou croyance et sans Rome contribuer le trésor à l'avantage d'une secte et la fausse question par laquelle ils cherchent à raviver le feu de la haine religieuse entre des populations alliées satisfaites et séparées contre nature, mais réunies maintenant dans une république indivisible et une commune destinée.

La réforme est nécessaire dans le service civil. L'expérience prouve que l'on ne peut gouverner avec une économie effective si le service civil est soumis à des changements à chaque élection et qu'il devient la proie offerte au scrutin comme une courte récompense du zèle de parti, au lieu d'offrir des postes d'honneur réservés à la capacité éprouvée, et conservés à ceux qui sont fidèles dans les emplois publics, et que la dispensation du patronage ne devrait être ni une taxe prélevée sur le temps de tous nos hommes publics, ni l'instrument de leur ambition.

Ici encore des professions de foi que l'événement a démenties prouvent que le parti au pouvoir ne peut opérer aucune réforme pratique ou salutaire.

La réforme est nécessaire même encore plus dans les rangs les plus élevés du service public. Le président, le vice-président, les juges, les sénateurs, les représentants, les membres du Cabinet, ceux-là et tous les autres dépositaires du pouvoir sont les serviteurs du peuple. Leurs emplois ne sont pas des postes avantageux et privés, c'est un mandat public.

Quand les annales de cette République sont ternies par la censure d'un Vice-Président, d'un ex-Orateur de la Chambre des Représentants, faisant trafic du règlement dans ses fonctions de président; de trois Sénateurs plaidant secrètement de leurs votes comme législateurs; de deux présidents des principaux comités de la dernière Chambre des Représentants compromis dans des tripotages, d'un ex-Secrétaire du Trésor falsifiant les comptes des deniers publics, d'un ex-avocat-général faisant un emploi infidèle de l'argent de l'Etat, d'un Secrétaire de la marine qui s'est enrichi, ou qui a enrichi ses amis en prélevant un taux pour cent sur les profits des soumissionnaires de son département, d'un ambassadeur, à Londres, censuré pour une spéculation véreuse, du secrétaire privé du Président échappant à grand-peine à une condamnation comme complice des fraudes sur le Revenu; d'un Secrétaire de la guerre mis en accusation pour haute crimes et pour des malversations qu'il avoue; c'est une dénonciation complète que la première mesure à prendre doit être le choix public d'hommes honnêtes dans les rangs d'un autre parti de peur que la maladie d'une organisation politique ne gagne le corps entier.

Si on nous répond qu'un changement d'hommes ou de parti, nous ne pourrons venir à bout d'aucun changement dans les mesures ni d'aucune réforme.

Tous ces abus, ces torts, ces crimes, résultat de seize ans de prépondérance du parti républicain, imposent la nécessité d'une réforme, nécessité avouée par les républicains eux-mêmes. Mais leurs réformateurs ont été battus dans la convention et éloignés du cabinet. La masse des honnêtes électeurs du parti est impuissante à résister à quatre-vingt mille fonctionnaires à leurs chefs et à leur mendicité.

La réforme ne peut être obtenue que par une révolution civile pacifique. Nous exigeons un changement de système, un changement d'administration, un changement de parti, pour arriver à un changement de mesures et d'hommes.

Samuel J. Tilden.

Samuel J. Tilden descend d'une famille anglaise; plusieurs de ses ancêtres ont été maires de Tenterden, comté de Kent, Angleterre. L'un d'eux, Nathaniel Tilden, vint, en 1634, s'établir à Scituate, dans la colonie de Massachusetts. Le frère de celui-ci, Joseph, fut un des marchands de Londres qui expédièrent le "May Flower" à bord duquel furent transportés ceux qu'on appela les "Pélerins." Le grand père du gouverneur Tilden, John, avait quitté le Massachusetts, avant la révolution, pour venir se fixer dans le comté de Columbia, Etat de New York. Le père de Sam. J. Tilden était fermier et marchand à New Lebanon et avait la réputation d'être un homme d'un grand bon sens pratique. Van Buren qui le consultait souvent resta jusqu'à sa mort un de ses amis les plus intimes. C'est à New Lebanon, en 1814, que naquit Sam. J. Tilden. Sa mère descendait de William Johns, lieutenant-gouverneur de la colonie de New Haven.

Le jeune Tilden prit goût de bonne heure aux discussions politiques qu'il entendait chez son père et, en 1832, il attira l'attention sur lui par un écrit dans lequel il résuma d'une façon remarquable, les vues qu'il avait entendu exprimer par son père et ses amis sur les contestations politiques du jour; c'était l'époque où le général Jackson était porté pour la seconde fois à la présidence avec Martin Van Buren comme vice-président et où William L. Marcy devenait gouverneur de New York. L'écrit fut soumis à Van Buren qui y trouva un tel mérite qu'il le fit publier dans l'*Argus* d'Albany.

C'est après ce coup d'essai que S. J. Tilden entra au collège Yale pour y compléter ses études. Après avoir terminé son éducation académique à l'Université de New York, il entra dans le cabinet de John W. Edmunds où il étudia le droit tout en continuant à écrire la politique avec un goût prononcé. En 1837, bien qu'encore étudiant il publia sous le pseudonyme de "Crino" une série d'articles dans lesquels il défendait le président Van Buren et soutenait la politique financière de celui-ci: la séparation du gouvernement d'avec les Banques et le rachat en espèces du papier du gouvernement.

En 1838, Tilden fit ses débuts oratoires dans un meeting du comté Columbia, en improvisant en réponse au sénateur des Etats-Unis, Talmadge, un exposé de la politique financière de la démocratie; en opposition à l'établissement d'une Banque des Etats-Unis. Un autre discours sur cette question prononcé par lui en 1840 à New Lebanon, peut encore être consulté comme contenant tous les arguments sur la question.

Reçu avocat, Tilden s'établit à New York et, en 1844, pendant la campagne qui aboutit à l'élection de Polk comme président et de Silas Wright comme gouverneur de New York, il fonda, de concert, avec John O'Sullivan, le *Daily News*.

Sa carrière politique commença en 1845; il est élu successivement représentant à la législature, puis membre d'une convention chargée de refaire la Constitution de l'Etat. La maturité de son jugement, la netteté de ses vues le font remarquer dans ces deux assemblées.

En 1846, diverses circonstances engagent le jeune Tilden à se retirer momentanément des luttes actives de la politique pour se consacrer aux soins de sa profession, dans laquelle il ne tarde pas à atteindre au premier rang, accroissant rapidement sa fortune ainsi que sa réputation. Son nom se trouve attaché à quelques causes célèbres de l'époque. A partir de 1855, Tilden se trouve chargé comme avocat, d'intérêts d'une haute importance. Plus de la moitié des chemins de fer au Nord de l'Ohio et entre les rivières Hudson et Missouri, sont compromis par de graves embarras et de nombreux procès, et Tilden, grâce aux ressources de son esprit et à son zèle, est assez heureux pour assurer une solution favorable aux complications qui menacent l'existence des lignes qui lui ont confié leurs intérêts. Il reçoit naturellement de beaux honoraires et c'est là une des principales sources de sa fortune. Il acquiert en même temps une profonde connaissance de toutes les affaires relatives aux voies de communication, connaissance qu'il utilisera plus tard.

Lorsque la guerre est sur le point d'éclater entre le Nord et le Sud, Tilden joint ses efforts à ceux des patriotes qui cherchent à amener une réconciliation entre les deux sections. Bien que n'ayant pas un caractère public, il est souvent consulté, mais ses avis sont peu écoutés. C'est ainsi qu'il conseille au secrétaire du Trésor, Chase, d'établir un système financier solide pour soutenir la guerre, au lieu de fabriquer une quantité indéfinie de papier monnaie.

Mais c'est dans une autre guerre que celle de la sécession que Tilden doit se rendre célèbre.

Un ring ou coterie formidable s'était établi dans l'Etat de New York pour contrôler l'administration des affaires financières de la ville de New York. Le ring composé à New York de six supervisors républicains et de six supervisors démocrates avait acheté la législature républicaine d'Albany, et fait voter une nouvelle charte qui mettait les finances de la ville à la merci des conspirateurs.

Il a été établi que sur un crédit de paiement de six millions de dollars faits dans le mois qui avait suivi l'adoption de la charte, 90 pour cent avaient passé aux membres du ring. Tweed avait reçu 25 0/0, son agent Woodward 7, le frère de Sweeney 10, Watson, député-collecteur, 8, pendant que moins 30 pour cent et sur les 70 0/0 répartis entre les fournisseurs, comme il ressort des chiffres du contrôleur de la ville, plus de 200,000 avaient été distribués entre les membres de la législature d'Albany. On sait que Tweed, en quatre ans avait ainsi volé plus de vingt millions de dollars. La prolongation de cet système avait ruiné la ville. C'est alors que Tilden, aidé d'O'Conor, entreprit de briser le ring en démontrant son existence. Il fallait changer la composition de la législature et corriger le système électoral compliqué Tweed et Connolly.

En conséquence, Tilden adresse une circulaire à environ 65,000 démocrates, leur exposant la situation et les pressant d'intervenir le plus tôt possible au vote. Ce fut l'honneur de la démocratie de New York d'avoir répondu à cet appel, en changeant la délégation de la ville à la législature. Tilden, lui, au dire nous apprend dire, avant d'aller prendre son siège à Albany. Il emploie les six semaines qui lui restaient à documenter une masse de renseignements et de pouvoir qui servirent de base aux poursuites contre les membres du ring et qui parvinrent d'un condamner plusieurs.

Avoir brisé le monstrueux monopole de Tweed et de ses complices représente un des plus beaux titres de gloire de Tilden. Il lui a fallu déployer pour arriver à ce résultat, non seulement un grand courage moral, mais une énergie et une persévérance à toute épreuve.

Dans la législature, Tilden continua sa lutte en faveur des réformes et à la fin de la session, son nom fut mis en avant comme candidat aux fonctions de gouverneur. Il fut préféré être envoyé en Etats Unis, mais il ne voulut pas qu'il fût dit qu'il avait reculé devant l'épreuve du vote populaire. Il devait avoir pour concurrent le gouverneur John A. Dix, élu par le parti républicain deux ans avant avec une pluralité de 53,451 votes qui devait croire sa réélection facile.

Tilden accepta la nomination et fut élu avec une pluralité de 58,315 voix. La popularité qu'il avait acquise, les sympathies déjà acquises, la confiance qu'il inspirait avaient suffi pour déplacer 106,000 voix au profit de la démocratie.

Elu gouverneur, Tilden ne crut pas la lutte terminée et ne songea pas un seul instant à se reposer. Son premier message à la législature est un admirable document. Quelques jours après le premier message, le nouveau gouverneur en adressait un spécial, à l'occasion de l'arbitraire et injustifiable invasion de la législature Louisianaise par des troupes de l'armée des Etats-Unis, prouvant par la que la Constitution et les droits des Etats trouveraient toujours en lui un ardent défenseur.

Pas ce qu'il a fait pour son Etat, on peut juger de ce qu'il fera pour l'Union. En un an, grâce aux diverses mesures qu'il a fait adopter, la taxe d'Etat a été réduite d'environ 17 pour cent, et il a inauguré une politique financière par suite de laquelle la taxe d'Etat qui, à son entrée en fonctions, était de sept mille et demi par dollar, sera à l'expiration de son terme de deux ans réduite à quatre mille et abaissée encore d'un mill au bout d'une autre année.

Avec un homme comme Sam. J. Tilden à la tête de l'administration fédérale, les charges qui pèsent sous toutes les formes sur la nation peuvent être réduites de moitié dès la première année et la République peut émerger en très peu de temps de l'abîme de dette et de corruption où l'ont plongée quinze années d'administration radicale.

La popularité d'Hendricks n'est pas d'ailleurs, limitée à son Etat. Elle est très grande dans l'Ohio où il a souvent harangué les foules et où s'étend à toute le Nord-Ouest.

L'adjonction du nom de cet homme d'Etat si aimé et si admiré dans l'Ouest à celui de Tilden, le grand réformateur, a donné à la liste démocratique un caractère de puissance qui nous présagent de nouveaux triomphes en novembre prochain.

☞ Des collecte à 5 cents chez Dansigat.

La Convention de Baton-Rouge

Voici la base de la représentation des différentes paroisses, et des vacs de la Nouvelle-Orléans, à la Convention du parti démocrate-conservateur qui doit se réunir à Baton-Rouge le 26 juillet:

Ascension	4	St. Charles	1
Assomption	6	St. Hélène	5
Avoyelles	6	St. Jean Baptiste	5
Baton Rouge	3	St. Jacques	5
Comté Bat. Rouge	2	St. Landry	8
Bienville	4	St. Martin	5
Bossier	5	Ste. Marie	5
Caddo	11	St. Tammany	3
Calcasieu	3	Tensas	7
Caldwell	3	Terrebonne	7
Cameron	1	Tangipahoa	4
Catahoula	4	Union	5
Claiborne	7	Vernon	3
Concordia	7	Washington	5
DeSoto	6	Webster	4
Est-Féliciana	4	Winn	2
Ouest-Féliciana	3		
Franklin	2		215
Grant	2	ORLEANS.	
Iberia	6	1er Ward	10
Iberville	4	2e Ward	11
Jackson	3	3e Ward	17
Jefferson	5	4e Ward	5
Lafayette	5	5e Ward	11
Lafourche	10	6e Ward	11
Lincoln	5	7e Ward	16
Livingston	2	8e Ward	8
Madison	4	9e Ward	8
Morehouse	3	10e Ward	13
Natchitoches	8	11e Ward	11
Ouachita	4	12e Ward	5
Plaquemines	3	13e Ward	3
Pointe Coupée	3	14e Ward	3
Rapides	8	15e Ward	3
Rivière Rouge	1	16e Ward	1
Richland	4	17e Ward	1
Sabine	4		
St Bernard	1		135

Nombre total de Délégués ... 375

Cette base a été établie d'après la résolution suivante du Comité Central:

Résolu, Que la base de la représentation dans la Convention sera comme suit, savoir: pour chaque ward de la paroisse d'Orléans et chacune des autres paroisses de cet Etat auront droit à un délégué pour chaque 200 votes donnés à la dernière élection pour le Président et le Secrétaire pour Trésorier d'Etat et à un délégué additionnel pour toute fraction au-dessus de 100 votes donnés.

☞ Les rubans à bon marché, chez Dansigat.

LE GOUVERNEUR TILDEN ET LA LOUISIANE.—En 1875, quand Sheridan dragonnait la Législature et aidait à l'organisation sous le contrôle de mercenaire radicaux usurpateurs, le gouverneur Tilden, de New York, n'a pas hésité à envoyer un message spécial à la législature de son Etat pour dénoncer ces violences. Son message se termine par ces remarques sonnelles:

New York, le premier des Etats de l'Union américaine, a confié à ses chefs militaires et en pouvoir militaire, doit désirer ses sentiments dans cette occasion avec une précision, une dignité et une expression de fermeté qui ne laissent de la situation de la part du Congrès des autres Etats et de tout le pays. Avec la même sincérité que lorsqu'il a soutenu les armes de l'Union dans le conflit passé, il doit maintenant s'appliquer au devoir grand et noble de rétablir la liberté civile et les droits personnels des individus, de rétablir et de réaffirmer la suprématie de l'autorité civile sur le pouvoir militaire dans toute la République.

SAMUEL J. TILDEN.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelles Municipales.

Le Conseil de surveillance, à la séance de mercredi, a fait ... M. J. W. Patton, président du comité spécial d'Jesus, convoque une assemblée générale de tous les citoyens de la Nouvelle-Orléans pour mardi, 11 juillet, afin de choisir les candidats à la Convention de la Louisiane, les candidatures de Tilden et de Hendricks, les chansons de la réforme aux Etats Unis, sont ordonnés avec le plus grand enthousiasme par tous les amis du gouvernement pur, tous les amis de la tolérance, que cette convention se prononcera sur le programme de la Convention de Cincinnati, pour la réforme, le rétablissement du gouvernement fédéral, sans Radicaux et des Jeffersonniens.

Plusieurs citoyens distingués assisteront à la réunion.

Les chemins présumés.

Nous considérons la liste des citoyens ci-dessus, sinon, du moins ... Nous nous comptons ... l'heur ... 11 ... Voici quelques ... DIXIEME WARD.

Président—Dr. F. Mahoney.
Vice-présidents—1er, Samuel Flowers, 2e, Fred Schneider.
Secrétaire—George Andrews.
Trésorier—Dr. Cornelius Blanchard—Thos. Fox.
Comité—W. G. Berry.

ONZIEME WARD.

Pour Président—J. B. Alois Gentbrunn.
Pour Vice-Président—Jos. Jurgens.
Pour Secrétaire—M. A. McDonnell.
Pour Trésorier—Dr A. Chassaignac.
Pour délégués au comité de paroisse—Wm. Merkel et Don Jordan.

Nous avons dit, d'après les renseignements qui nous ont été fournis que le district suivant de conseiller ... dans le premier ward:

Président—John Curry.
Pour Vice Président—Jeremiah Lionis.
Pour Vice Président—Michael Egan.
Trésorier—Christopher Rempel.
Secrétaire—Emile Hilbert.
Délégués au comité de paroisse—Joe Sullivan, Henry Tolle.

Il paraît que c'est la liste suivante qui a été ...

Pour Président—Emile O'Brien.
Pour Vice-Président—Wm. Wrandell.
Pour Vice-Président—J. J. Gallagan.
Trésorier—Fred. Goldsmith.
Secrétaire—W. H. Hardenbergh.
Délégués au comité de paroisse—Jos. Gleason, J. Lilienkron.

Il y aura probablement contestation.

Il est à ... dans les wards suivants: ... 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17.

Dans le quatrième, cinquième et sixième ... Dans le onzième, ... Dans le douzième ... Dans le treizième ... Dans le quatorzième ... Dans le quinzième ... Dans le seizième ... Dans le dix-septième ... Dans le dix-huitième ... Dans le dix-neuvième ... Dans le vingtième ... Dans le vingt-deux ... Dans le vingt-trois ... Dans le vingt-quatre ... Dans le vingt-cinq ... Dans le vingt-six ... Dans le vingt-sept ... Dans le vingt-huit ... Dans le vingt-neuf ... Dans le trente ... Dans le trente-deux ... Dans le trente-trois ... Dans le trente-quatre ... Dans le trente-cinq ... Dans le trente-six ... Dans le trente-sept ... Dans le trente-huit ... Dans le trente-neuf ... Dans le quarante ... Dans le quarante-deux ... Dans le quarante-trois ... Dans le quarante-quatre ... Dans le quarante-cinq ... Dans le quarante-six ... Dans le quarante-sept ... Dans le quarante-huit ... Dans le quarante-neuf ... Dans le cinquante ... Dans le cinquante-deux ... Dans le cinquante-trois ... Dans le cinquante-quatre ... Dans le cinquante-cinq ... Dans le cinquante-six ... Dans le cinquante-sept ... Dans le cinquante-huit ... Dans le cinquante-neuf ... Dans le soixante ... Dans le soixante-deux ... Dans le soixante-trois ... Dans le soixante-quatre ... Dans le soixante-cinq ... Dans le soixante-six ... Dans le soixante-sept ... Dans le soixante-huit ... Dans le soixante-neuf ... Dans le soixante-dix ... Dans le soixante-douze ... Dans le soixante-treize ... Dans le soixante-quatre ... Dans le soixante-cinq ... Dans le soixante-six ... Dans le soixante-sept ... Dans le soixante-huit ... Dans le soixante-neuf ... Dans le quatre-vingt ... Dans le quatre-vingt-deux ... Dans le quatre-vingt-trois ... Dans le quatre-vingt-quatre ... Dans le quatre-vingt-cinq ... Dans le quatre-vingt-six ... Dans le quatre-vingt-sept ... Dans le quatre-vingt-huit ... Dans le quatre-vingt-neuf ... Dans le cent ... Dans le cent-deux ... Dans le cent-trois ... Dans le cent-quatre ... Dans le cent-cinq ... Dans le cent-six ... Dans le cent-sept ... Dans le cent-huit ... Dans le cent-neuf ... Dans le cent-dix ... Dans le cent-douze ... Dans le cent-treize